

La radicalisation dans nos prisons est incurable: agissons plutôt contre l'islamisation de notre société

écrit par Jules Ferry | 2 septembre 2019

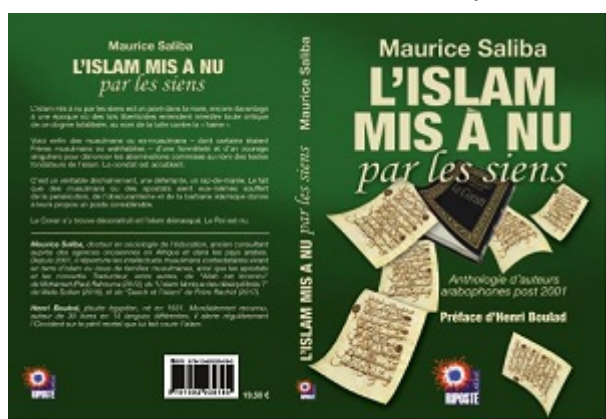


Photo : le centre pénitentiaire de Baie-Mahault, en Guadeloupe. En mai, des surveillants y ont été attaqués à coups de pics ou ébouillantés.

On déplore dans les médias l'« islamisme » dans nos prisons que l'on pense pouvoir régler en réclamant des moyens financiers et de meilleures conditions matérielles; hélas, il n'existe pas de solution contre la radicalisation.

On ne doit pas ainsi mélanger l'islamisme avec les problèmes de vétusté ou de surpopulation carcérale, qui sont là des domaines à notre portée, dans lesquels des progrès peuvent être réalisés.

Malheureusement, la radicalisation est une maladie incurable !

Là où nous pouvons agir, c'est en amont : regardons le mal en face, posons-nous la question de la nature de ce mal (voir chronique en fin d'article) et passons à l'action, contre l'islamisation de notre société.

Le Figaro titre sur nos prisons d'outre-mer pour déplorer les gangs, et la vétusté qui constituent un chaudron bouillonnant.

Les prisons ultramarines font face à une **surpopulation carcérale** parfois galopante dans des locaux d'une **vétusté effrayante** comme à Basse-Terre, en Guadeloupe, où les murs s'effondrent; à des **relations** entre surveillants et direction délétères comme en Martinique, et bien sûr au phénomène des gangs et à l'ultraviolence entre détenus et contre des personnels qui payent souvent cher leur maintien de l'ordre.

En Guadeloupe par exemple :

La question de l'**ultraviolence** explose aussi en Guadeloupe. Il y a trois ans, au centre pénitentiaire de Baie-Mahault, des détenus se sont entre-tués. En mai dernier, des surveillants ont été attaqués à coups de pics ou ébouillantés. *«Ici, la surpopulation pénale passe la barre des 220%. Nous n'avons pas de quartier pour les arrivants. Il est arrivé que quatorze détenus soient entassés dans une seule cellule»*, affirme Jean-Jacques Racami, de l'Ufap, qui témoigne de personnel faisant face au **phénomène de gangs** sur fond de désœuvrement total des détenus.

Rien de bien nouveau sur ces questions se réduisant à des problématiques matérielles et de gestion des individus.

Mais... là où l'article nous interpelle tout de même, c'est au sujet **un phénomène intéressant dont on ne parlait pas il y a quelques décennies et dont on se plaint maintenant à cors et à cris** : la fameuse **« radicalisation islamique »**

L'article complète par une information capitale : *«La*

radicalisation se propage comme une épidémie. Nous avons des éléments ultraradicalisés dont on ne sait que faire».

À La Réunion, l'obsession d'Alexandre Vissouvanadin, délégué de l'Ufap pénitentiaire, est la prise en charge de la radicalisation islamique. **«Elle se propage comme une épidémie. Nous avons des éléments ultraradicalisés dont on ne sait que faire. Pour eux, ni évaluation, ni quartier dédié. Et les transferts en métropole sont rares ».**

«Sur la radicalisation en prison, nous n'avons pas de solution».

On est ici, bien entendu, de tout cœur avec les personnels qui déplorent la vétusté des locaux et les conditions de travail.

Mais concernant la radicalisation, on ne peut qu'annoncer la mauvaise nouvelle aux personnels en souffrance et à tous ceux dans la société qui auraient la naïveté d'imaginer qu'il existe des mesures autres que la perpétuité ou la guillotine pour ces êtres : **sur la radicalisation en prison, nous n'avons pas la solution.**

C'est ce que disait sans détours une spécialiste, [dans une interview de janvier 2018](#), Naima Rudloff, avocate générale près la cour d'appel de Paris et chef du service de l'action publique antiterroriste et atteinte à la sûreté de l'État.

«Sur la radicalisation en prison, nous n'avons pas la solution».

Vous mettez en place une commission de vigilance sur l'état de la menace en détention. Quels sont les premiers points saillants?

(...) Ce qui se confirme déjà à travers ce que nous observons de la vie en détention, et des projets qui s'y nouent, c'est la réalité de la menace et l'intelligence pratique des détenus pour faits de terrorisme.

Ils ont affiné leur stratégie de dissimulation dans leur discours et leur comportement et se sont parfaitement adaptés

aux méthodes d'évaluation. Ils ont appris à soigner leur profil. S'ils revendiquent souvent leur engagement, ils ne franchissent pas la ligne et se désolidarisent des attentats. **Ce n'est donc pas parce qu'ils ne portent pas la barbe ou écoutent de la musique qu'ils ne sont pas profondément engagés.** Prétendre être sorti du terrorisme ne suffit pas à constituer une preuve. Ce n'est qu'à la sortie de prison que cette dernière commence mais aussi le risque. Et en matière de terrorisme, le risque de récidive est très élevé.

À ce stade, quel est le premier écueil à éviter selon vous?

Sans doute, **la psychiatrisation du terrorisme**, qui, d'une part, ne correspond à aucune réalité, et, d'autre part, offre un système de défense aux terroristes, à leurs avocats et à leur famille (...).

Pour ces prisonniers, le temps de détention est aussi celui du prosélytisme...

C'est souvent le temps et le moyen de parfaire leur savoir et leurs connaissances théoriques sur le plan idéologique, religieux et géopolitique. «La science», comme ils disent. Nombre de détenus renouent avec la lecture à cette occasion. Beaucoup d'évaluations en QER soulignent d'ailleurs un bon niveau de langage et de bonnes connaissances théoriques de l'islam. Il ne faut pas oublier que le savoir est une étape du djihad. Dans les années al-Qaida, le temps du savoir précédait celui du combat. Aujourd'hui, ils combattent d'abord et étudient après. C'est maintenant que nous devons anticiper ce qu'ils feront désormais.

Les plans de déradicalisation ont tous échoué. Quelles sont les pistes à creuser?

Je ne suis pas certaine que l'on puisse aboutir à un désengagement salafo-djihadiste durant le temps de la détention. (...)

On retrouve toujours les mêmes schémas de pensée: le point de

départ est l'idée de persécution du musulman, d'où il découle la haine d'une société responsable des échecs, dont celui de l'intégration, donc la rupture. Enfin, chemine peu à peu l'idée qu'il est licite de faire couler le sang comme preuve ultime de sa foi. (...)

Cela veut-il dire qu'il est impossible de déradicaliser en prison?

Je ne dirais pas que c'est impossible, mais plutôt qu'**à ce stade nous n'avons pas trouvé LA solution**. La détention est d'abord là pour rappeler l'autorité de la loi. Ensuite, nous devons travailler au cas par cas (...).

L'interview a le mérite d'être limpide : **au stade de la prison, il est vain d'imaginer que l'on peut agir sur la radicalisation : celle-ci est incurable.**

Gardons plutôt notre argent pour nos enfants et nos aînés, ne le dépensons pas en vain pour des déchets irrécupérables. On ne parle pas là de « crise d'ado » qui finit par passer et dont on sourira plus tard, ou de dépendance à l'alcool traitable par cure de « désintox » avec groupe de parole, surveillance et poterie !

Au pays de Rousseau, combien de temps va-t-on encore préférer nos ennemis à nous-mêmes ? Devrait-on en plus avoir mauvaise conscience, comme si on abandonnait certains des « nôtres » à leur sort ?

Combien d'attentats nous faut-il encore pour regarder le mal en face ?

La seule voie rationnelle serait qu'en amont, un gouvernement responsable s'attèle enfin à la lutte active et en profondeur, dans tous les domaines de la vie courante, contre l'« islamo-fascisme » afin d'espérer être débarrassés de cette gangrène qui s'installe insidieusement partout, du halal à la cantine pour complaire aux revendications communautaristes aux subventions publiques pour la

construction de centres d'obscurantisme qui fleurissent partout, les fameuses « mosquées ».

On a beau jeu, une fois que l'islam est dans la place dans tous les domaines de la société, de déplorer l'absence de solutions dans les prisons, celles-ci n'étant finalement que le reflet de la société et l'indicateur de l'avancement du fléau. Pourquoi la France devrait-elle fatalement devenir un pays musulman ?

Ne rien faire et tolérer l'islamisation galopante de la société, c'est aller à notre perte.

Addendum, sur **la nature de l'islam et l'islamo-fascisme...**

L'islam n'est pas une religion mais une forme d'esclavage, chronique de Amil Imani :

Amil Imani est un citoyen américain d'origine iranienne. Chroniqueur, traducteur, essayiste et militant pour la démocratie et les droits de l'homme, il s'est donné pour mission de sonner l'alarme sur le danger que pose l'islamo-fascisme expansionniste pour le monde libre. Dans la chronique suivante, Imani parle de la nature de l'islam.

La démocratie, c'est le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple, tandis que l'islam, c'est le règne d'Allah, par Allah et ses émissaires, pour le plaisir d'Allah. **Ceux qui, par rectitude politique ou ignorance, décrivent l'islam comme une religion de paix, sont coupables de fausses représentations**, c'est le moins qu'on puisse dire. Si les masses de musulmans devaient se dresser et exécuter les ordres d'Allah, nous aurions le paradis promis de l'islam sur terre que sont les Talibans, l'Arabie saoudite, le Soudan, et bien sûr, le nirvana chiite de la République islamique d'Iran. **L'islam est une forme d'esclavage totalitaire global.**

C'est l'inverse de la liberté. Son nom lui-même, islam, signifie soumission ou reddition. Fidèle à son nom, l'islam s'évertue à réduire le corps de l'humanité en esclavage et à asservir son esprit, rien de moins. Cette reddition non

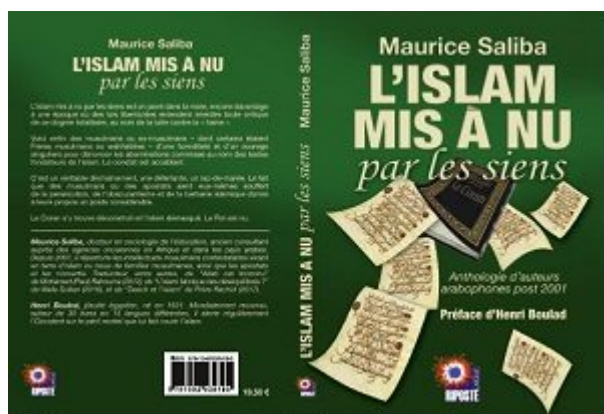
négociable à l'islam exige que les individus et la société renoncent à la plupart des libertés fondamentales auxquelles ils sont profondément attachés. [...]. J'ai affirmé à plusieurs reprises par le passé que je n'ai rien contre les musulmans. Je condamne l'islam, ceux qui le soutiennent et le promeuvent. De la même manière que je n'ai rien contre les esclaves. Je suis contre l'esclavage, ceux qui le préconisent et le font avancer. **La pratique de l'islam revient à perpétuer l'esclavage et à le pratiquer.** L'esclavage asservit le corps, tandis que l'islam emprisonne l'esprit. Ces idées et ces pratiques sont odieuses et préjudiciables à la réalisation de nos plus hautes aspirations en tant qu'êtres humains. En conclusion : l'islam n'est pas une religion, quel que soit le barème auquel on se réfère. Il s'agit d'un culte militant, politique et barbare créé par un homme, Mahomet. **Il est temps que nous traitions l'islam comme la plus grande menace qui pèse sur l'humanité.** Je sonne l'alarme depuis un certain nombre d'années déjà sur la menace mortelle imminente que représente l'islam. Le trésor islamique alimenté par la rançon du pétrole a la haute main, avec la collaboration des idiots utiles, dans cette bataille pour la survie de la liberté. **L'islam esclavagiste a été transformé en une forme plus virulente d'islamo-fascisme ; c'est un ennemi endurci et implacable de la liberté.** Les peuples libres doivent agir maintenant et endiguer la vague de cette menace mortelle. Demain il sera peut-être trop tard.

La liberté est trop précieuse pour l'abandonner par complaisance, par rectitude politique ou par lâcheté pure et simple.

L'islam est une idéologie de destruction de masse. Elle propage le chaos... Elle abolit ce qui différencie l'homme de l'animal: la liberté de pensée, d'expression, de vivre... **Là où d'autres idéologies – le nazisme, le fascisme, le communisme – ont échoué, l'islamisme peut réussir.**

Jahanchahi Amir

Extrait du -précieux- recueil : [L'islam mis à nu par les siens 2019](#), page 146.



Voir l'article :

<http://resistancerepublicaine.com/2019/08/20/lislam-mis-a-nu-p-ar-les-siens-le-pave-dans-la-mare-de-la-rentree/>